

Paris, le 25 novembre 2020

Les parlementaires francophones s'engagent en faveur d'une distribution universelle et équitable des vaccins contre la Covid-19

Le Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est réuni, les 23 et 24 novembre 2020, en visioconférence, pour discuter des impacts de la pandémie de Covid-19 sur la lutte contre ces trois maladies ainsi que de la réponse des institutions internationales face à ce défi mondial.

A cette occasion, les parlementaires ont adopté à l'unanimité une [Déclaration](#) plaidant en faveur d'une distribution universelle et équitable des vaccins contre la Covid-19 ainsi que de l'ensemble des produits de dépistage, de protection et de traitement. Ce texte exhorte les chefs d'État et de gouvernement à s'engager pour faire de ces vaccins des « biens communs universels » et appelle les parlementaires francophones et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) à œuvrer activement en ce sens.

Faisant écho au fait qu'une minorité de la population mondiale a déjà réservé plus de 50 % des doses de vaccins contre la Covid-19, le président du Réseau et conseiller aux États (Suisse) **Christian Levrat** déclare : « *Les parlementaires ont le rôle fondamental d'expliquer à leurs concitoyens qu'il est préférable de vacciner les communautés vulnérables dans le monde entier plutôt que toute la population d'un nombre limité de pays. Cette approche est à la fois plus juste et efficace. Le recul de cette pandémie dans nos circonscriptions électorales passe sans contredit par un recul global* ».

Lors de cette réunion, la trentaine de participants issue de dix parlements a pu échanger avec de hauts responsables du Fonds mondial et d'ONUSIDA ainsi que plusieurs membres de la société civile telle que des représentants d'Action santé mondiale (GHA), l'Organisation de l'Afrique francophone pour le renforcement des systèmes de santé et de la vaccination (OAFRESS) et CS4ME (Société civile pour l'élimination du paludisme basée au Cameroun). Le professeur de l'Université de Sherbrooke (Canada), **Gabriel Blouin-Genest**, a partagé les résultats et conclusions de ses travaux de recherche concernant la réponse de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à la pandémie de Covid-19. Les parlementaires ont également entendu le point de vue des travailleuses du sexe sur la dégradation des droits humains à leur égard en Afrique francophone durant la pandémie. Enfin, la coalition *HIV Justice Worldwide* a présenté un état des lieux sur les efforts des réformes législatives déployées des pays francophones pour lutter contre la pénalisation du VIH.

Le Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme a été créé par l'APF, en partenariat avec ONUSIDA, suite à la résolution sur le renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique adoptée à Yaoundé le 7 juillet 2000. C'est un espace d'échange et de confrontation des idées et des stratégies constituant un instrument efficace d'information et de plaidoyer au service des parlements.

L'APF est l'Assemblée consultative de la Francophonie. Elle regroupe des parlementaires de 88 parlements ou organisations interparlementaires.